

Brochure n° 3320

Convention collective nationale

IDCC : 2408. – **PERSONNELS DES SERVICES ADMINISTRATIFS
ET ÉCONOMIQUES, PERSONNELS D'ÉDUCATION
ET DOCUMENTALISTES DES ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS**

ACCORD DU 20 JANVIER 2012
RELATIF À LA NÉGOCIATION D'UN ACCORD DE SUBSTITUTION

NOR : ASET1250999M
IDCC : 2408

PRÉAMBULE

Le collège employeur a dénoncé partiellement la convention collective de travail des personnels des services administratifs et économiques, des personnels d'éducation et des documentalistes des établissements d'enseignement privés le 20 mai 2011. Cette dénonciation a pris effet le 14 décembre 2011.

Suite à cette dénonciation partielle, les parties ci-dessous réunies le 5 janvier 2012 s'engagent, en application des dispositions légales, à négocier un accord de substitution.

Pour ce faire, elles ont arrêté, d'un commun accord, les conditions nécessaires permettant de garantir un fonctionnement paritaire tout au long de leurs travaux, conditions formalisées dans le présent accord de méthode.

Cet accord de méthode ne préjuge pas de l'issue des travaux.

La préservation et l'amélioration des conditions de travail sont une priorité pour les employeurs, les salariés et leurs représentants.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le champ d'application du présent accord est celui de la convention collective des PSAEE.

Article 2

Principes généraux de la négociation

La commission de négociation a pour mission, à partir d'un document de suivi des articles de la convention collective des PSAEE en cours d'application :

- de négocier et d'arrêter les points rédigés dans le sommaire détaillé proposé par le groupe de travail paritaire ;
- de négocier et d'arrêter les articles rédigés par le groupe de travail paritaire.

La validation s'entend sur un texte global.

L'équilibre général du projet sera appréhendé au terme de la négociation.

La notion de texte arrêté signifie qu'un accord a été trouvé sur la rédaction de ce texte à un moment donné mais qu'au vu du texte global, il pourra être remis au débat.

Article 3

Composition. – Mandatement

Article 3.1

Commission paritaire de négociation

La commission paritaire de négociation est composée au maximum :

- pour le collège salarié, de deux représentants par organisation ;
- pour le collège employeur, d'un nombre égal de représentants.

Cette commission est présidée par le collège employeur, qui en assure le secrétariat technique.

Article 3.2

Groupe de travail paritaire

Un groupe de travail paritaire est créé.

Il est composé au maximum de 12 personnes (un représentant de chaque organisation syndicale et un nombre équivalent du côté patronal).

Chaque collège pourra faire appel au maximum à un expert technique dûment mandaté pour siéger en séance et à la charge du collège qui le sollicite (exceptés les frais de déplacement et de déjeuner qui seront pris en charge par le collège employeur selon les modalités de l'article 6).

Ce groupe de travail est chargé de proposer un sommaire et un texte détaillés à la commission paritaire de négociation en fonction des axes déterminés par celle-ci.

Article 3.3

Mandatement

Chaque collège mandate expressément ses représentants et en informe par écrit le secrétariat des commissions.

Pour le collège salarié, chaque organisation désigne ses représentants.

Article 4

Calendrier

Il est mis en avant la nécessité de conclure la négociation au plus tard le 8 novembre 2012.

Les dates fixées pour les commissions paritaires de négociation sont les suivantes :

- vendredi 20 janvier (9 h 30 à 12 h) ;
- mardi 20 mars (10 h à 17 h) ;
- jeudi 5 juillet (10 h à 17 h) ;
- mardi 25 septembre (10 h à 17 h) ;
- jeudi 8 novembre (10 h à 17 h).

Les parties adapteront autant que de besoin ce calendrier.

Le groupe de travail paritaire se réunit selon le calendrier prévisionnel suivant :

- vendredi 20 janvier (12 h à 17 h) ;
- vendredi 10 février (10 h à 17 h) ;
- jeudi 26 avril (10 h à 17 h) ;
- jeudi 3 mai (10 h à 17 h).

D'autres dates seront arrêtées afin de préparer au mieux les autres commissions paritaires de négociation.

Article 5

Organisation matérielle des réunions

L'ordre du jour et les documents de travail seront adressés 15 jours avant chaque réunion de la commission paritaire de négociation ou du groupe de travail paritaire.

Tout moyen technique pourra être utilisé pour permettre un travail optimisé du groupe de travail paritaire.

Les réunions des groupes de travail paritaire se tiendront, en principe, dans les locaux de la FNOGEC, 277, rue Saint-Jacques.

Les réunions de négociation se dérouleront de 10 heures à 17 heures, en principe, 277, rue Saint-Jacques.

Les salles de réunions seront mises à disposition du collège salarié dès 8 h 30.

La FNOGEC assumera les frais de location de salle.

Une pause déjeuner d'une heure sera organisée. La FNOGEC prendra en charge ces repas dans la limite du nombre maximal des représentants mandatés.

Article 6

Autorisation d'absence et prise en charge des coûts

Les salariés de droit privé dûment mandatés bénéficient d'une autorisation d'absence pour participer aux réunions du groupe de travail paritaire et de la commission paritaire de négociation.

Les organisations informent les chefs d'établissements concernés des mandats qu'ils ont confiés à leurs représentants.

A réception des convocations, les représentants informent leur chef d'établissement de la date de réunion.

Pour les salariés de droit privé, le temps consacré aux réunions prévues au calendrier ne fera pas l'objet de retenue de salaire.

Les établissements ayant des représentants participant à la négociation prennent en charge le transport et, si l'organisation des réunions le justifie, l'hébergement et la restauration.

Ces prises en charge se font sur la base des éléments appliqués pour la CPN PSAEE rappelés en annexe ou selon les règles habituelles de l'établissement si ces dernières sont plus favorables.

Article 7

Modalités de dépôt

L'accord est déposé par la partie la plus diligente conformément aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles.

Fait à Paris, le 20 janvier 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FNOGEC ;

SNCEEL ;

UNETP ;

SYNADIC ;

SYNADEC.

Syndicats de salariés :

SPELC ;

FEP CFDT ;

SNEC CFTC ;

SYNEP CFE-CGC ;

FNEC-FP FO.

ANNEXE

RAPPEL DES RÈGLES DE PRISE EN CHARGE DES DÉPLACEMENTS POUR LA CPN PSAEE

1. Déplacements

Les frais de transport sont remboursés sur justificatif sur la base du tarif du billet SNCF seconde classe.

2. Frais d'hébergement

Les frais d'hébergement sont remboursés sur justificatif et sont plafonnés à 90 € (TTC) par nuit (petit déjeuner inclus).

3. Pas de prise en charge de frais de repas

A titre exceptionnel, les frais de dîner de la veille d'une réunion seront pris en charge sur justificatifs dans la limite de 15 €.